



A Boissy, les Partis de **Gauche** se mobilisent

La **privatisation** de la Poste... ... les **enjeux** pour les **Boisséens** !

- Nous voulons que la Poste reste un service public**, les citoyens y sont attachés ;
- Nous voulons que la péréquation tarifaire reste la règle : « le même prix pour tous ! ».**
Le prix du timbre doit rester le même, et à la portée de tous, sur l'ensemble du territoire de la république
- Nous voulons des guichets ouverts 6 jours par semaine à proximité de la population** : comment expliquer demain à une personne âgée du Bois-Clary qu'il n'y aura plus d'annexe rue de Paris et qu'elle devra aller à pied ou prendre le bus pour se rendre à la Haie Griselle ?
La privatisation de la Poste, sa soumission à la concurrence et à des critères de rentabilité conduirait irrémédiablement à la fermeture du bureau de la rue de Paris.
Nous nous associons à la mobilisation des milliers de communes pour le maintien ou la réouverture de leurs bureaux de Poste.
- Nous voulons des moyens permettant d'assurer la distribution du courrier à J + 1**, c'est à dire le lendemain de son envoi, tous les jours de la semaine. Nous demandons donc la création, en nombre suffisant, de postes de facteurs titulaires connaissant bien leur quartier et ses habitants pour éviter les erreurs, et de postiers aux guichets afin d'éviter les files d'attente.

Le service postal de monopole public constitue et donne corps au **principe républicain d'égalité** des citoyens en Droits, il exige le retrait du projet de Loi gouvernemental.

Considérant que la correspondance est un besoin vital, **les premières victimes** d'une privatisation seraient les **personnes âgées**, les personnes à mobilité réduite, et plus largement tous les citoyens qui trouvent en la Poste un **vecteur de lien social** indispensable. C'est pourquoi nous disons que si le gouvernement persistait, il mettrait lui-même à l'ordre du jour la poursuite de la mobilisation pour **l'abandon de ce projet de Loi**.

-----><-----><-----
 NOM :..... Prénom :..... Ville :..... Signature :

Où déposer votre bulletin ?
Du 27/09 au 3/10:
 - Mairie de Boissy Saint Léger
Le samedi 3/10:
 - devant la Poste Place du Forum
 - Rue de Paris - parking de l'Orangerie
 - devant la boulangerie du Bois-Clary
 - Gare RER de Boissy
 - Sorties du Centre Commercial (forum Pinède - Parking)
 - Parking entrée Leader Price

Consultation nationale du samedi 3 octobre 2009

Le gouvernement veut changer le statut de La Poste pour la privatiser, êtes vous d'accord avec ce projet ?



Oui	Non
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cochez la case de votre choix

Consultation nationale organisée à l'initiative du Comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal <http://www.appelpourlaposte.fr/>



**Comité national contre la privatisation de La Poste,
pour un débat public
et un référendum sur le service public postal**

Consultation nationale le samedi 3 octobre 2009

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

● Actuellement, La Poste est un établissement public. Premier service public de proximité, son rôle est crucial pour la collectivité et plus particulièrement en période de crise.

C'est pourtant le moment choisi par le président de la République, le gouvernement et la direction de La Poste pour transformer La Poste en société anonyme.

● Que le capital soit détenu à 100% par des capitaux publics ne change rien à l'affaire. Chaque fois que l'Etat a effectué ce type d'opération, il a fait entrer des capitaux privés dans la société anonyme, (France Telecom, EDF, GDF...), avec des conséquences immédiates : réduction de la qualité du service, suppressions massives d'emploi, augmentations tarifaires, priorité à la satisfaction des actionnaires.

La transformation en société anonyme constitue la première étape d'une privatisation programmée de La Poste.

● Gouvernements et direction de la Poste ont dégradé la qualité du service postal en limitant les investissements répondant à l'intérêt général. Depuis 2002, plus de 6 000 bureaux de poste sur 17 000 ont été "transformés" et plus de 50 000 emplois supprimés.

La population est la première victime de ce désengagement!

Cela se traduit par l'espacement des tournées, les délais croissants de livraison du courrier, les réductions d'horaires, l'allongement des files d'attente quand le bureau de poste n'a pas été carrément supprimé.

Une privatisation de La Poste entraînerait une détérioration encore plus considérable du service rendu aux usagers. La rentabilité maximale immédiate et les impératifs financiers auraient priorité sur l'intérêt général.

Un Comité national regroupant plus de 50 organisations a été créé en septembre 2008, autour d'associations, de syndicats et de partis politiques. Il a demandé au président de la République d'organiser un référendum sur l'avenir de La Poste comme il en a la possibilité. Sans réponse à ce jour.

C'est pourquoi, face à la menace de privatisation de La Poste, le samedi 3 octobre 2009, lors de la consultation nationale organisée près de chez vous, vous exprimerez votre refus en votant massivement NON au projet gouvernemental.

Consultation nationale organisée à l'initiative du Comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal <http://www.appelpourlaposte.fr/>